

Protocole d'accord

CAISSES D'ÉPARGNE

AVENANT DU 11 JUILLET 2008
PORTANT MODIFICATION DU PROTOCOLE D'ACCORD DU 20 JUIN 1990
NOR : ASET0851072M

L'article L. 2333-3 du code du travail fixe à 4 ans la durée des mandats des représentants du personnel au comité de groupe. Ce même article autorise la fixation par accord collectif d'une durée conventionnelle des mandats de 2 à 4 ans.

La commission paritaire nationale confirme la fixation à 2 ans de la durée des mandats des représentants du personnel au comité de groupe Caisse d'épargne.

En conséquence, le protocole d'accord sur la constitution d'un comité de groupe du 20 juin 1990 est modifié comme suit :

Article 1^{er}

Durée des mandats

La première phrase de l'article 5 « Durée et renouvellement des mandats » du protocole d'accord sur la constitution d'un comité de groupe du 20 juin 1990 est remplacée par la phrase suivante :

« En application de l'article L. 2333-3 du code du travail, la durée conventionnelle des mandats des représentants du personnel au comité de groupe est fixée à 2 ans. »

La suite de l'article demeure inchangée.

Article 2

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3

Révision et dénonciation

Les signataires du présent accord peuvent en demander la révision conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires. Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution.

Dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande de révision, les parties devront se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

L'une ou l'autre des parties signataires peut dénoncer le présent accord, dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail, sous réserve de respecter un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires et faire l'objet d'un dépôt.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le texte de l'accord sera déposé par la CNCEP selon les dispositions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 11 juillet 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFTC ;
SNE CGC ;
UNSA ;
SUD.